

SPOTLIGHT



Patrick DURY
Président national
pdury@lcgb.lu

La Tripartite Nationale 2011 a échoué. Suite à la réunion tripartite du 1^{er} décembre 2011, le gouvernement a décidé de mener des réunions bilatérales avec les organisations syndicales et patronales. Le Premier Ministre a rencontré les syndicats à deux reprises les 2 et 7 décembre 2011. Ces réunions bilatérales entre le Premier Ministre et les organisations syndicales ont été marquées dès le départ par une discussion ouverte où les divergences et les éléments d'un accord possible sont apparus clairement.

Au fil des discussions, l'engagement et la volonté de la part des organisations syndicales et du gouvernement ont permis de formuler un compromis, un accord possible.

Cette volonté et cet engagement ont cependant fait cruellement défaut aux représentants des employeurs. En l'occurrence, la réitération sans cesse d'un catalogue de revendications inacceptable pour les deux autres partenaires de la Tripartite a finalement rendu caduque toute discussion supplémentaire.

Une négociation d'un compromis nécessite que chaque partie concernée fasse preuve d'engagement et de volonté. Un accord tripartite ne peut pas se faire si chaque partenaire campe inlassablement sur ses positions.

Le gouvernement et les organisations syndicales ont su faire preuve de flexibilité, ont compris leurs préoccupations réciproques et ont dès lors pu formuler un compromis difficile, mais viable face aux défis auxquels nous sommes actuellement confrontés.

Les revendications patronales pour une flexibilisation outre mesure de nos relations de travail et de notre organisation du temps de travail, pour une désindexation complète de notre économie mettent clairement en question le modèle sociale de notre pays et la base d'une paix sociale exemplaire en Europe.

Les organisations syndicales ont été obligées de dénoncer clairement cette attitude et, en conséquence, de refuser leur participation à la réunion tripartite prévue pour le 16 décembre 2011.

Suite à l'échec de la Tripartite Nationale 2011, le gouvernement a décidé de prendre ses responsabilités et de formuler un paquet de mesures qu'il entend présenter pour approbation à la Chambre des Députés.

Le 9 janvier 2012, le LCGB a analysé ces mesures en détail au sein de son comité exécutif et il entend également mener à ce sujet une discussion au sein de son comité central.

L'échec de la Tripartite est d'autant plus grave qu'un élément essentiel n'est pas abordé au niveau de la politique gouvernementale :

Les salariés du secteur privé n'ont aucune garantie d'emploi et leur rémunération et leurs droits à la retraite sont plus faibles que ceux des employés du secteur public, donc leurs perspectives sont plus incertaines.

Une réponse doit être donnée face à ces défis qui risquent de peser lourdement sur la qualité de vie et la stabilité de l'existence des salariés du secteur privé.

Le LCGB entend discuter les projets du gouvernement au sein de ses structures afin de tirer les conclusions qui s'imposent. Vu

l'échec de la Tripartite Nationale, le LCGB approchera le gouvernement afin de présenter ses conclusions.

Nous devons nous engager afin de fournir des réponses satisfaisantes aux salariés du secteur privé et des secteurs assimilés.

Die Nationale Tripartite 2011 ist gescheitert. Im Anschluss an die Tripartitesitzung vom 1. Dezember 2011 hat die Regierung sich dafür entschieden bilaterale Gespräche mit den Gewerkschaften und den Patronatsvertretern zu führen. Der Premierminister hat die Gewerkschaften zwei Mal in Folge am 2. und am 7. Dezember 2011 getroffen. Diese bilateralen Gespräche zwischen Premierminister und Gewerkschaften waren von Anfang an geprägt durch eine offene Diskussion im Laufe derer die Meinungsverschiedenheiten und die möglichen Bestandteile eines Abkommens klar und deutlich zum Vorschein kamen.

Im Laufe der Diskussionen konnten die Gewerkschaften und die Regierung durch ihren Einsatz und ihren Willen einen Kompromiss, ein mögliches Abkommen, skizzieren. Den Patronatsvertretern hat es jedoch vollständig an diesem Willen und diesem Einsatz gefehlt. Hierbei hat die unaufhörliche Wiederholung eines für die beiden anderen Tripartite-Partner nicht hinnehmbaren Forderungskatalogs letztendlich jede weitere Diskussion hinfällig gemacht.

Um einen Kompromiss zu finden, muss jede der betroffenen Parteien sich dafür einsetzen und dazu gewillt sein. Ein Tripartite-Abkommen kommt nicht zustande wenn jeder der Partner unermüdlich an seiner Position festhält.

Angesichts der Herausforderungen, denen wir uns momentan stellen müssen, haben die Regierung und die Gewerkschaften ihre Flexibilität bewiesen, denn sie hatten Verständnis für ihre gegenseitigen Bedenken und erreichten somit, wenn auch mit viel Schwierigkeiten, die Ausarbeitung eines akzeptablen Kompromisses.

Die Patronatsforderungen für eine übermäßige Flexibilisierung der Arbeitsverträge und Arbeitszeiten, für eine komplette Desindexierung

unserer Wirtschaft stellen klar und deutlich das Sozialmodell unseres Landes und die Basis eines sozialen Friedens mit Vorbildcharakter in Europa in Frage.

Die Gewerkschaften waren gezwungen diese Einstellung unmissverständlich anzuprangern und weiterten sich somit an der geplanten Tripartite-Sitzung vom 16. Dezember 2011 teilzunehmen.

Im Anschluss an das Scheitern der Nationalen Tripartite 2011 hat die Regierung sich dazu entschlossen ihre Verantwortung zu übernehmen und ein Maßnahmenpaket auszuarbeiten, welches der Abgeordnetenkammer zur Abstimmung vorgelegt werden wird.

Am 9. Januar 2012 hat das LCGB-Exekutivkomitee diese Maßnahmen im Detail analysiert und das LCGB-Zentralkomitee wird diese ebenfalls zur Diskussion stellen.

Das Scheitern der Tripartite ist umso gravierender, da von Regierungsseite ein ausschlaggebendes Element sträflich vernachlässigt wird:

Die Arbeitnehmer des Privatsektors verfügen über keine Arbeits- und Einkommensgarantien und ihre Rentenansprüche sind niedriger als jene der Angestellten im öffentlichen Dienst; ihre Perspektiven sind somit auch ungewisser.

Es muss eine Antwort auf diese Herausforderungen, welche die Lebensqualität und die Existenzstabilität der Arbeitnehmer des Privatsektors schwer belasten, gefunden werden.

Der LCGB hat vor die Regierungspläne innerhalb seiner Strukturen zu diskutieren, um die nötigen Schlussfolgerungen zu ziehen. Angesichts des Scheiterns der Nationalen Tripartite wird der LCGB mit seinen Schlussfolgerungen an die Regierung herantraten.

Wir werden uns dafür einsetzen, dass die Arbeitnehmer des Privatsektors und der assimilierten Sektoren zufriedenstellende Antworten bekommen können.

Patrick DURY
Nationalpräsident



Décisions gouvernementales du 16 décembre 2011 : Position du LCGB

Regierungsbeschlüsse vom 16. Dezember 2011 : Position des LCGB

Comité exécutif du 9 janvier 2012

Position du LCGB sur les différentes décisions gouvernementales du 16 décembre 2011

Lors de sa réunion du 9 janvier 2012, le comité exécutif du LCGB a analysé en détail les décisions du Conseil de gouvernement que le Premier Ministre Jean-Claude Juncker a présenté le 16 décembre 2011 suite à l'annulation de la Tripartite Nationale.

Suite à son analyse, le comité exécutif du LCGB a adopté les positions suivantes quant aux différentes décisions que le gouvernement a pris pour répondre aux problèmes auxquels le pays est actuellement confronté :

Modulation de l'indexation automatique des salaires en 2012 (report de la tranche indiciaire de cette année au 1^{er} octobre 2012)

ACCORD SOUS CONDITION que le Gouvernement entame dès que possible des discussions avec les syndicats dans le but d'introduire une « prime de risque spéciale » pour les salariés du secteur privé. Le montant de cette prime doit compenser la perte de rémunération subie suite à la modulation de l'indexation automatique (entre 5 et 8 % de leur rémunération pour la période de 2012 à 2014).

Les salariés du secteur privé n'ont aucune garantie d'emploi et ce risque peut peser lourdement sur la qualité de vie et la stabilité de l'existence de ces salariés. Il serait équitable de mettre en place des mesures pour compenser ce risque. Les employeurs supportant pour leur part un certain nombre de risques liés à leurs activités industrielles et commerciales, c'est l'Etat qui devrait proposer aux salariés du secteur privé une compensation sous forme d'une véritable « prime de risque spéciale » pour le risque qu'ils encourent.

Modulation de l'indexation automatique des salaires en 2013 et 2014 (report des tranches indiciaires de 2013 et de 2014 au 1^{er} octobre de chaque année)

DESACCORD CATEGORIQUE du LCGB pour l'introduction d'un intervalle de 12 mois entre chaque tranche indiciaire ce qui fait que le paiement des tranches indiciaires de 2013 et de 2014 est fixé au mois d'octobre. Comme l'évolution économique de notre pays en 2013 et en 2014 reste actuellement peu prévisible, une éventuelle modulation des tranches indiciaires au cours des années 2013 et 2014 pourra selon le LCGB uniquement se faire en toute connaissance de cause. Pour cela, une réunion tripartite ou une réunion de concertation avec le gouvernement devrait être organisé en début de chaque année pour décider en fonctions de la réalité économique si un report des tranches indiciaires est nécessaire ou non. Force est de constater que ce sont une fois de plus les salariés du secteur privé qui doivent contribuer

de façon substantielle aux efforts du gouvernement pour maîtriser la crise.

Retrait de l'alcool et du tabac du panier des produits qui sont pris en considération pour le calcul de l'indexation

ACCORD du LCGB. Le syndicat peut accepter de suivre le gouvernement sur cette voie.

Instauration d'un seuil à partir duquel l'augmentation des prix des produits pétroliers, à l'exception du mazout de chauffage, n'aura plus d'effet sur l'indexation des salaires

DESACCORD du LCGB vu le manque d'informations claires et précises. Le syndicat demande au gouvernement de présenter un modèle clair et précis qui relève en détail les effets de sa décision. Le LCGB est d'ailleurs d'avis que la mobilité faite partie des libertés individuelles et que la démarche proposée par le gouvernement ne devra donc aucunement conduire à une situation où seulement les personnes à revenus élevés pourront encore profiter d'une telle mobilité privée.

Poursuite d'une politique prudente au niveau de l'adaptation des prix administrés

ACCORD du LCGB. Le syndicat insiste pour que le gouvernement poursuive sa politique prudente au niveau de l'adaptation des prix administrés.

Graduation sociale du prix de l'eau dans toutes les communes

ACCORD du LCGB. Le syndicat insiste pour que le gouvernement s'engage sur la voie d'une graduation sociale du prix de l'eau dans toutes les communes.

Extension de la nomenclature des actes médicaux remboursables (p.ex. prestations dentaires)

ACCORD du LCGB. Le syndicat est prêt à analyser en détail cette proposition du gouvernement. Par conséquent, les représentants du LCGB au sein des organes de la Caisse Nationale de Santé (CNS) suivront de très près ce dossier au cours des mois à venir.

Statut unique : Abaissement de la surprime pour les cotisations des salariés en provenance de l'ancien statut d'ouvrier

ACCORD du LCGB. Cette décision constitue un élément important pour atteindre l'égalité de traitement de tous les salariés. La mise en œuvre du statut unique est cependant loin de son achèvement, car l'introduction de conventions collectives communes pour l'ensemble des salariés prendra encore du temps. Il est important que ces nouvelles conventions collectives se basent sur les fonctions réellement exercées sur le terrain et qu'elles garantissent le principe des meilleures pratiques.

Augmentation du salaire social minimum (SSM) au 1^{er} janvier 2013

ACCORD du LCGB. Le syndicat insiste pour que le gouvernement ajuste régulièrement le salaire social minimum.

Efforts pour soutenir les familles aux revenus modestes

ACCORD du LCGB. Le syndicat insiste pour que le gouvernement poursuive sa politique dans ce domaine.

Droit du travail : flexibilité accrue et facilitation de la voie vers les contrats à durée déterminée (CDD)

DESACCORD du LCGB. Il est absolument inacceptable de procéder à une telle flexibilisation puisque cela signifiera la remise en cause de l'esprit de la loi de 1989 qui a défini

les contrats à durée indéterminée (CDI) comme relation contractuelle normale. Les dispositions actuelles en matière de CDD ou de travail intérimaire sont suffisantes au point de vue de la flexibilité. Une ouverture supplémentaire au niveau des CDD entraînerait plus de précarité pour les salariés concernés.

Durée de travail

DESACCORD du LCGB. Il est inacceptable de procéder par voie légale à une flexibilité supplémentaire de la durée de travail. Ceci pour deux raisons. Premièrement, les textes actuellement en vigueur permettent déjà une flexibilité plus que suffisante au sujet de la durée de travail. Deuxièmement, une flexibilisation de la durée de travail entraînera uniquement une charge supplémentaire pour les salariés du secteur privé.

Pacte pour l'emploi des travailleurs âgés

DESACCORD parce que les propositions du gouvernement manquent de substance et ne dépassent pas une déclaration d'intentions. Sans engagement concret et bien réfléchi, les propositions du gouvernement risqueront de rester sans impact.

Augmentation du nombre de logements subventionnés et surtout le nombre de logements sociaux en location

ACCORD du LCGB. En matière de logement, le syndicat tient cependant à souligner que la nouvelle réglementation prévue du « Bëllegen Akt » devra encore une fois être revue afin d'éviter des inégalités sociales.

Infrastructures pour sans-abris

ACCORD du LCGB. Le syndicat salue l'initiative du gouvernement en la matière.

Pour conclure, le LCGB insiste pour que le gouvernement prenne toutes les mesures nécessaires afin de freiner l'évolution de l'inflation. Dans ce contexte, l'Observatoire de la formation des prix créé en 2011 doit jouer un rôle primordial et devra donc entamer ses travaux à ce sujet dans les meilleurs délais possibles.

En outre, le LCGB constate que les décisions prises par le gouvernement, dont notamment celle de la modulation des tranches indiciaires, constituent une charge substantielle pour les salariés du secteur privé.

Ainsi, la plus grande partie de la charge de la politique d'économie budgétaire pèse sur la couche moyenne des salariés du Luxembourg sans que les ménages à rémunération beaucoup plus importante doivent fournir une contribution supplémentaire

En fin de compte, les salariés du secteur privé doivent une fois de plus faire des sacrifices substantiels et ce malgré le fait qu'ils ne disposent d'aucune garantie d'emploi et qu'ils ne bénéficient d'aucune sauvegarde de leurs existences.

Exekutivkomitee vom 9. Januar 2012

Position des LCGB zu den verschiedenen Regierungsbeschlüssen vom 16. Dezember 2011

Im Laufe seiner Sitzung vom 9. Januar 2012 analysierte das LCGB-Exekutivkomitee im Detail die Beschlüsse des Regierungsrates, welche von Premierminister Jean-Claude Juncker am 16. Dezember 2011 nach dem Scheitern der Nationalen Tripartite vorgestellt wurden

In Folge seiner Analyse nahm das LCGB-Exekutivkomitee die nachfolgenden Positionen zu den verschiedenen Regierungsbeschlüssen, welche dazu dienen sollen die Probleme mit denen das Land derzeit konfrontiert ist, bewältigen zu können:

Die Indexmodulierung für das Jahr 2012 (Verschiebung der diesjährigen Indexbranche auf den 1. Oktober 2012)

ZUSTIMMUNG UNTER DER BEDINGUNG, dass die Regierung so bald wie möglich mit den Gewerkschaften Gespräche zwecks Schaffung einer „Risikosonderprämie“ für die Arbeitnehmer des Privatsektors führt. Der Betrag dieser Prämie muss dazu dienen den durch die Indexmodulierung erlittenen Einkommensverlust auszugleichen (zwischen 5 und 8 % ihres Einkommens für den Zeitraum von 2012 bis 2014).

Die Arbeitnehmer des Privatsektors verfügen über keine Beschäftigungsgarantie und dieses Risiko kann eine schwere Belastung für die Lebensqualität und die stabile Existenz dieser Arbeitnehmer darstellen. Es wäre nur gerecht, wenn entsprechende Ausgleichsmaßnahmen vorgesehen würden. Da die Arbeitgeber ihrerseits eine Reihe von Risiken, die mit ihren industriellen und kaufmännischen Tätigkeiten verbunden sind, auf sich nehmen, sollte der Staat den Arbeitnehmern des Privatsektors in Form einer „Risikosonderprämie“ einen entsprechenden Ausgleich für das von diesen Arbeitnehmern eingegangene Risiko bieten.

Die Indexmodulierung für die Jahre 2013 und 2014 (Verschiebung der Indexbranchen für die Jahre 2013 und 2014 auf den 1. Oktober eines jeden Jahres)

KATEGORISCHE ABLEHNUNG seitens des LCGB für die Einführung einer Zeitspanne von 12 Monaten zwischen jeder Indexbranche, was zur Folge hat, dass die Auszahlung der Indexbranchen für die Jahre 2013 und 2014 auf den Monat Oktober verschoben wird. Da die wirtschaftliche Entwicklung unseres Landes in den Jahren 2013 und 2014 derzeit wenig vorhersehbar ist, kann eine eventuelle Indexmodulierung für die Jahre 2013 und 2014 lediglich in voller Kenntnis der Sachlage stattfinden. Aus diesem Grund sollte zu Beginn eines jeden Jahres eine Tripartite-Sitzung oder ein Konzertierungsgespräch mit der Regierung organisiert werden, damit abhängig von der realen Wirtschaftslage entschieden wird, ob eine Indexmodulierung erforderlich ist oder nicht. Es steht somit fest, dass die

Arbeitnehmer des Privatsektors einmal mehr einen wesentlichen Beitrag zu den Regierungsbemühungen für eine Bewältigung der Krise leisten müssen.

Die Herausnahme von Alkohol und Tabak aus dem Indexwarenkorb

ZUSTIMMUNG seitens des LCGB. Die Gewerkschaft kann sich damit einverstanden erklären die Regierung in ihrem diesbezüglichen Vorhaben zu folgen.

Die Festlegung eines Schwellwertes ab dem der Preisanstieg von Erdölprodukten, mit Ausnahme des Heizöls, sich nicht mehr auf die Lohnindexierung auswirkt

ABLEHNUNG seitens des LCGB aufgrund des Mangels an eindeutigen und genauen Informationen. Die Gewerkschaft fordert die Regierung dazu auf ein klares und präzises Modell in dem die Auswirkungen dieser Entscheidung im Detail skizziert werden, vorzulegen. Der LCGB ist auch der Auffassung, dass die Mobilität Teil der individuellen Freiheiten ist und dass die von der Regierung vorgeschlagene Vorgehensweise auf keinen Fall zu einer Situation führen darf in der nur noch Menschen mit einem hohen Einkommen in den Genuss einer privaten Mobilität kommen können.

Die Weiterführung einer umsichtigen Politik im Hinblick auf die Anpassung der administrierten Preise

ZUSTIMMUNG seitens des LCGB. Die Gewerkschaft besteht darauf, dass die Regierung ihre umsichtige Politik im Hinblick auf die Anpassung der administrierten Preise weiterführt.

Eine soziale Staffelung des Wasserpreises in allen Gemeinden

ZUSTIMMUNG seitens des LCGB. Die Gewerkschaft besteht darauf, dass die Regierung sich für eine soziale Staffelung des Wasserpreises in allen Gemeinden einsetzt.

Die Erweiterung des Verzeichnisses für die Erstattung von Arztrechnungen (z.B. Zahnarztkosten)

ZUSTIMMUNG seitens des LCGB. Die Gewerkschaft ist dazu bereit den Vorschlag der Regierung im Detail zu analysieren. Daher werden die Vertreter des LCGB in den Gremien der Gesundheitskasse (CNS) diese Problematik in den kommenden Monaten sehr genau verfolgen.

Das Einheitsstatut: Senkung der Beitragsprämie für die Arbeitnehmer mit dem Ex-Arbeiter-Statut

ZUSTIMMUNG seitens des LCGB. Diese Entscheidung stellt einen wichtigen Schritt in die Richtung einer Gleichbehandlung aller Arbeitnehmer dar. Die Umsetzung des Einheitsstatuts ist aber noch lange nicht abgeschlossen, da die Einführung gemeinsamer Kollektivverträge für sämtliche Arbeitnehmer noch andauern wird. Es ist in diesem Zusammenhang wichtig, dass diese neuen Kollektivverträge auf den am Arbeitsplatz tatsächlich ausgeübten Funktionen basieren und das Best Practice-Prinzip garantieren.

Die Anhebung des sozialen Mindestlohns auf den 1. Januar 2013

ZUSTIMMUNG seitens des LCGB. Die Gewerkschaft besteht darauf, dass die Regierung den sozialen Mindestlohn regelmäßig nach oben anpasst.

Die Bemühungen zur Unterstützung von Familien mit niedrigem Einkommen

ZUSTIMMUNG seitens des LCGB. Die Gewerkschaft besteht darauf, dass die Regierung ihre Politik in diesem Bereich fortsetzt.

Das Arbeitsrecht: eine höhere Flexibilität und ein leichter Zugang zu den befristeten Arbeitsverträgen (CDD)

ABLEHNUNG seitens des LCGB. Es ist absolut inakzeptabel eine solche Flexibilisierung umzusetzen, da dies bedeuten würde, dass das Grundprinzip des Gesetzes von 1989 welches die

unbefristeten Arbeitsverträge (CDI) zur Regel gemacht hat, in Frage gestellt wird. In Punkto Flexibilität sind die derzeit gültigen Bestimmungen über die befristeten Arbeitsverträge oder die Leiharbeit mehr als auszureichend. Eine weitere Öffnung der befristeten Arbeitsverträge würde zu einer größeren Ungewissheit für die betroffenen Arbeitnehmer führen.

Die Arbeitszeiten

ABLEHNUNG seitens des LCGB. Es ist absolut inakzeptabel über den Gesetzesweg eine zusätzliche Flexibilität der Arbeitszeiten einzuführen und dies aus zwei Gründen. Erstens ermöglicht die derzeit gültige Gesetzeslage eine mehr als ausreichende Flexibilität in Bezug auf die Arbeitszeiten. Zweitens führt eine Flexibilisierung der Arbeitszeiten nur zu einer zusätzlichen Belastung für die Arbeitnehmer des Privatsektors.

Der Beschäftigungspakt für ältere Arbeitnehmer

ABLEHNUNG da es den Regierungsvorschlägen an Substanz mangelt und diese sich nur auf eine Absichtserklärung beschränken. Ohne ein gut überlegtes und konkretes Engagement laufen die Regierungsvorschläge Gefahr ohne Auswirkungen zu bleiben.

Die Erhöhung der Anzahl an subventionierten Wohnungen und insbesondere an Sozialmietwohnungen

ZUSTIMMUNG seitens des LCGB. Mit Blick auf das Wohnungswesen möchte die Gewerkschaft jedoch hervor streichen, dass die geplante Neuregelung des «Bëllegen Akt» noch einmal überprüft werden soll damit soziale Ungerechtigkeiten vermieden werden können.

Infrastrukturen für Obdachlose

ZUSTIMMUNG seitens des LCGB. Die Gewerkschaft begrüßt, dass die Regierung in dieser Angelegenheit die Initiative ergreift.

Abschließend besteht der LCGB darauf, dass die Regierung alle notwendigen Maßnahmen trifft, um die Entwicklung der Inflationsrate zu bremsen. In diesem Zusammenhang muss das im Jahre 2011 gegründete „Observatoire de la formation des prix“ (Observatorium für Preisentwicklung) eine Schlüsselrolle spielen und muss demnach so schnell wie mögliche seine diesbezüglichen Arbeiten in Angriff nehmen.

Zudem muss der LCGB feststellen, dass die Regierungsbeschlüsse, allen voran die Indexmodulierung, eine erhebliche Belastung für die Arbeitnehmer des Privatsektors darstellen.

So liegt die Hauptlast der wirtschaftlichen Haushaltspolitik auf den Schultern des Mittelstandes dieses Landes ohne dass es zu einer zusätzlichen Mehrbelastung der Haushalte mit einem weitaus höheren Einkommen kommt.

Letztlich müssen die Arbeitnehmer des Privatsektors einmal mehr erhebliche Opfer bringen und dies trotz der Tatsache, dass sie über keine Beschäftigungsgarantie und keine Existenzabsicherung verfügen.